

MIKE RICHMOND, DE MCMILLAN, DÉCLARE QUE LA PLUS RÉCENTE VERSION DU PLAN ÉNERGÉTIQUE À LONG TERME EST DE NATURE PLUS POLITIQUE

Publié le 10 mai, 2018

Catégories: [Actualités](#)

Selon le journal *Law Times*, l'incertitude demeure au sein du secteur de l'énergie de la province quant à la question de savoir si les plans à long terme du gouvernement satisferont les besoins en infrastructure découlant des promesses politiques.

L'automne dernier, le gouvernement libéral a dévoilé une version révisée du Plan énergétique à long terme (PÉLT) initialement présenté en 2010 et révisé en 2013. Le plan a été présenté comme une feuille de route sur 20 ans pour le secteur de l'énergie et mettait de l'avant l'élimination graduelle de la production d'électricité à partir du charbon ainsi que des baisses importantes des tarifs d'électricité payés par les consommateurs.

On y promettait aussi de remettre à neuf 10 des 18 installations de production nucléaire de la province d'ici à 2033. À court terme, on projetait un approvisionnement en électricité suffisant, mais celui-ci pourrait devenir insuffisant dès le début ou au milieu des années 2020. Le plan prévoyait aussi une forte augmentation de l'utilisation de voitures électriques, avançant le chiffre de 2,4 millions de ce type de véhicules sur la route d'ici à 2035. En outre, le plan comporte une directive visant à permettre aux Autochtones de jouer un plus grand rôle dans les projets énergétiques à venir.

[Mike Richmond](#), coprésident du groupe Énergie et électricité de McMillan a expliqué au *Law Times* que la dernière version du PÉLT est de nature plus politique et que l'importance réduite des infrastructures s'explique par le fait que la province en regorge.

« Le secteur de l'énergie a bénéficié d'une ère de construction massive au cours des 13 ou 14 dernières années. On a ce que l'on a construit », observe M^e Richmond.

Un autre changement touche la Commission de l'énergie de l'Ontario et la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité qui héritent de responsabilités accrues et doivent désormais veiller à ce que les objectifs définis dans le plan soient atteints.

« Ils ne dictent pas les résultats. Il ne s'agit pas de construire 100 000 toits solaires à tout prix », dit M^e Richmond relativement à la politique du gouvernement libéral provincial en 2007. « Cette fois, on en confie la mise en œuvre aux autorités de réglementation. »

Pour lire les commentaires de **Mike Richmond** dans l'article intitulé « *Provincial election means energy sector uncertainty* » du *Law Times*, [cliquez ici](#).